

l'échelle, compense l'exemption de \$400 pour les gens au haut de l'échelle.

L'hon. M. Sharp: Non pas.

M. Lewis: Voilà un bel exemple de la moralité cynique du gouvernement actuel.

L'hon. M. Sharp: Le député fait montre de son propre cynisme.

M. Lewis: Voyez le traitement de douceur accordé aux sociétés. D'abord, il ne doit pas y avoir d'augmentation des impôts des sociétés. On ne peut toucher y cela. Le seul soi-disant fardeau imposé aux sociétés, c'est qu'au lieu de commencer à verser leurs impôts au cinquième mois de l'année d'imposition, elles devront maintenant les verser au troisième mois. Voilà qui est vraiment dur, comme le dit un de mes estimables amis. Cette mesure ne m'impressionne pas, encore que je ne m'y oppose pas. Après tout, un homme qui gagne sa vie, qu'il touche un traitement ou un salaire, qu'il soit ouvrier ou employé, messager ou grand patron, commence à verser ses impôts dès le premier chèque de paye de l'année d'imposition. Je suppose donc que les sociétés ne seront pas bouleversées par le léger rajustement présenté par le ministre.

Bref, le fardeau de ce budget retombe entièrement sur les épaules du Canadien moyen. Les sociétés de mines, de pétrole et d'assurance continuent de jouir de concessions imméritées. En général, les compagnies s'en tirent indemnes. Les plus-values échappent à l'impôt. Il n'est pas surprenant que le *Toronto Star* dise que le budget favorise les riches sociétés au détriment du Canadien moyen, car c'est la pure vérité.

• (4.40 p.m.)

On entend beaucoup parler à la Chambre et au dehors de compression des dépenses gouvernementales. Je prévois qu'aujourd'hui ou demain nous entendrons le président du Conseil du Trésor (M. Benson) nous expliquer où le gouvernement entend comprimer les dépenses. Je me sens tout à coup l'envie de répéter la proposition que nous avons faite tant de fois et que mon leader a faite le 20 novembre dernier encore, à l'égard des articles du budget où il y aurait moyen de procéder à une compression massive des dépenses. Je dirai toutefois en toute franchise que même le NPD partage le désir universel de rogner toutes les dépenses inutiles, de mettre fin au gaspillage et de rendre l'administration aussi efficace que possible, il n'accepte pas que le secteur public soit sacrifié; nous n'acceptons pas que n'importe quel service nécessaire à la sécurité et au bien-être du peuple canadien soit rogné; nous n'acceptons pas

qu'un élément aussi important de notre régime de sécurité sociale que l'assurance frais médicaux soit retardé ou sapé.

Nous ne voulons pas voir se ralentir, si inadéquates soient-elles, les premières mesures prises en faveur de la recherche et du développement industriels, en vue d'une meilleure productivité. Nous ne voulons voir réduire aucune des dépenses engagées pour le développement industriel des régions désavantagées du Canada; nous croyons, au contraire, qu'elles devraient être augmentées et accélérées. Nous ne voulons pas, en pleine crise de logement, voir saboter le programme fédéral de l'habitation, bien qu'il soit totalement insuffisant.

Nous croyons fermement—et je le déclare sans ambages, monsieur l'Orateur, aux députés—que notre époque technologique exige que le gouvernement soit plus engagé au lieu de l'être moins, qu'il participe davantage à l'économie au lieu de s'en laver les mains, que le secteur public soit de plus en plus élargi au lieu de se voir rétréci, et cela, non seulement dans le domaine de la sécurité sociale et du bien-être, mais encore dans ceux de la planification économique et du développement. Voilà en quoi nous différons essentiellement à la fois du parti au pouvoir et du parti conservateur.

Le porte-parole de l'opposition officielle qui m'a précédé a réitéré les critiques de son parti concernant les dépenses du gouvernement, ainsi que les demandes de son parti visant à réduire ces dépenses. Pas plus que l'autre porte-parole du parti conservateur il n'a indiqué dans son discours exactement quelles réductions devraient être faites selon son parti. A mon sens, il est de leur devoir de dire au Parlement et au peuple canadien exactement quels programmes du gouvernement devraient à leur avis être réduits ou abolis.

L'hon. M. Sharp: Bravo!

M. Lewis: Pendant la présente session et au cours de sessions précédentes du Parlement—et certainement pendant les deux qui ont eu lieu depuis les élections de 1965—j'ai entendu des porte-paroles du parti conservateur demander—et nous avons appuyé leurs demandes—l'augmentation des pensions de vieillesse, de l'aide accordée aux province, d'autres prestations de sécurité sociale et de l'aide à l'habitation.

Monsieur l'Orateur, si l'on est juste, on doit se rendre compte que ces avantages ne sauraient exister sans une augmentation des dépenses de l'État. En outre, on doit reconnaître que lorsqu'on augmente les programmes de l'État il faut augmenter le personnel